

SOUS LA DIRECTION DE
FRANCK GAUDICHAUD

le Volcan
latino-
américain

LA
DISCORDE

**GAUCHES,
MOUVEMENTS SOCIAUX
ET NÉOLIBÉRALISME
EN AMÉRIQUE LATINE**

textuel

Jairo Estrada Álvarez

Les pièces du puzzle colombien

Jairo Estrada Álvarez est Professeur du département de sciences politiques de l'Université nationale de Colombie et directeur du groupe interdisciplinaire d'études politiques et sociales de cette Université. Il est aussi coordinateur du séminaire international « *Marx vive* » et directeur de la revue virtuelle *Espacio crítico* : www.espaciocritico.com.

À la différence du reste de l'Amérique latine, en particulier de l'Amérique du Sud, où la crise des projets néolibéraux a provoqué une nouvelle configuration du paysage politique avec l'installation d'un large spectre de gouvernements qualifiés de gauche ou de centre gauche, le cas colombien constitue une exception. Il est marqué par une aggravation des traits autoritaires du régime politique avec le projet de « sécurité démocratique » qu'incarne le président Álvaro Uribe Vélez, au pouvoir depuis 2002, par une intensification de la guerre contre-insurrectionnelle, sous la forme d'une intervention accrue de l'impérialisme nord-américain, et par une consolidation – apparente – du projet économique néolibéral. Dans le même temps, on a vu s'y développer les caractéristiques criminelles et mafieuses du capitalisme et une institutionnalisation du projet politique para-militaire (+ narco-para-militaire).

Néanmoins, dans des circonstances aussi complexes, une lutte sociale et politique de résistance de la plus haute importance a pris corps, sous diverses formes, encouragée par les développements politiques récents dans la région. Ce qui, vu de l'extérieur et même de l'intérieur du pays, apparaît comme un projet néolibéral solide et consistant, manifeste en fait – au sens strict – des tendances claires à l'érosion et à la décomposition, ouvrant un large éventail de possibles qui va du rétablissement du régime à l'émergence d'un espace pour un projet politique alternatif de gauche. Cette contribution analyse, d'une part, les configurations les plus récentes du régime politique colombien et du cours de l'accumulation capitaliste et, d'autre part, dans ce cadre contextuel, les possibilités actuelles de la gauche colombienne, au vu de son regroupement récent au sein du projet politique du Pôle démocratique alternatif (PDA). À l'examen, la situation colombienne s'apparente à un puzzle. Des pièces isolées, parfois inintelligibles (en apparence), mises côte à côte, prennent un sens et donnent à voir la complexité. L'image que cette contribution veut faire apparaître est celle d'un projet capitaliste néolibéral qui s'exprime de façon désincarnée – en articulant le discours de la « démocratie libérale » et du « libre marché » – avec une tendance marquée à l'autoritarisme, à l'interventionnisme nord-américain, à l'intensification de la guerre et au renforcement de traits mafieux et criminels dans la sphère socio-économique.

Approfondissement du projet néolibéral et autoritarisme croissant

En ces premières années du siècle nouveau, à l'opposé de la tendance générale récente en Amérique latine, on assiste en Colombie à un approfondissement du projet néolibéral, avec

la poursuite des transformations capitalistes engagées il y a vingt ans sous le gouvernement de César Gaviria Trujillo (1990-1994). Depuis cette époque, la politique suivie s'inscrit – avec quelques hauts et bas – dans la continuité des orientations du « consensus de Washington ». Cette politique a été confortée, à partir de la fin des années 1990, par la signature de trois accords successifs avec le FMI, en 1999, 2002 et 2004. La libéralisation, la dérégulation économique et la restructuration néolibérale de l'État ont produit un changement substantiel dans les conditions générales de reproduction capitaliste et provoqué une transformation structurelle de grande portée dans l'équilibre entre les fonds d'accumulation et les fonds sociaux de consommation. La précarisation généralisée du travail et la détérioration systématique de ses conditions de reproduction ont accompagné une nouvelle phase de prospérité qui a conduit, incontestablement, à un rééquilibrage des factions capitalistes, les unes, immergées dans des logiques mondiales d'accumulation, les autres affectées par les processus de restructuration capitaliste.

Certains éléments sont particulièrement significatifs en matière de rééquilibrage accumulation-consommation tels les « redéploiements institutionnels », autrement dit la « matérialisation juridique » du projet politique et économique néolibéral, ou la production continue de normes pour imposer un véritable « carcan juridique » qui vise à légitimer et légaliser les transformations capitalistes. Les accords avec le FMI ont coïncidé, de ce point de vue strict, avec l'agenda législatif. Dans le cadre du consensus de Washington, les développements législatifs et les tendances de la politique économique se sont caractérisés, ces dernières années, par l'approfondissement de la libéralisation des marchés du travail, des biens, des ser-

vices et des capitaux, l'institutionnalisation de politiques d'ajustement fiscal sélectif pour garantir le paiement du service de la dette extérieure, la création de nouvelles incitations pour les entreprises multinationales, le déploiement de nouveaux espaces pour la mise en valeur du capital et la définition de politiques d'assistance à l'intention des secteurs les plus pauvres de la population, avec pour objectif la formation d'une base sociale pour ce projet néolibéral.

Un point culminant de la stratégie néolibérale en Colombie a été atteint avec la récente négociation et la signature du traité de libre commerce (TLC) avec les États-Unis (il n'y manque que la ratification par le congrès nord-américain). Outre une nouvelle accentuation de la libéralisation et de la dérégulation de l'économie et son extension à de nouveaux domaines de la vie économique et sociale, ce traité rendra possible un contrôle économique accru de la part de l'impérialisme nord-américain et de ses transnationales. L'élection du Président Álvaro Uribe Vélez en 2002 a renforcé le tournant autoritaire qui avait caractérisé les dernières années du gouvernement de Andrés Pastrana (1998-2002). L'échec des négociations qu'il a menées avec la guérilla des Farc a conduit au consensus des élites dominantes sur la nécessité de chercher une solution militaire au conflit social armé. Ce consensus a été appuyé par les principaux groupes économiques, les associations patronales, les grands moyens de communication, des secteurs de l'Église, la majorité des membres du Congrès, les forces armées et il a reçu le soutien de l'intelligentsia de droite. Uribe Vélez lui a donné corps dans son projet de « sécurité démocratique ».

Le projet de « sécurité démocratique » repose sur quatre pré-supposés :

1- En Colombie il n'y a pas de conflit social armé mais une menace terroriste contre la société qui provient essentiellement de quelques groupes terroristes qui vivent du négoce lucratif du narcotrafic.

2- La mise en échec de cette menace terroriste justifie la restriction des droits civiques et politiques pour faire face, entre autres raisons, aux appuis stratégiques que la subversion armée peut trouver au sein de la population civile.

3- Les principaux problèmes de la société colombienne – la croissance, l'emploi, la répartition des revenus et de la pauvreté – s'expliquent avant tout par la situation d'insécurité et de violence dans le pays.

4- La construction d'un « État communautaire » représente le projet alternatif à cette menace terroriste. Il s'agit d'une variante corporatiste de la formule « démocratie libérale et marché libre » qui suppose « l'inclusion directe » dans le projet politique de couches moyennes et pauvres de la population. Ce projet doit se construire en éliminant la médiation des partis. Il repose sur un soutien illimité et inconditionnel à la personne du Président qu'une campagne permanente des médias présente comme une personnalité exceptionnelle, dotée de qualités hors du commun, quasi messianiques.

Le projet d'Uribe Vélez représente l'institutionnalisation d'un régime d'exception permanente, une sorte de régime bonapartiste qui vise au contrôle de tous les pouvoirs publics et citoyens. Il faut reconnaître que ce processus est bien engagé, notamment avec la réforme constitutionnelle qui a rendu possible la réélection du Président pour un second mandat 2004-2008. Outre le soutien permanent des élites dominantes et l'action constante des médias en sa faveur, Uribe Vélez a su faire appel à la culture politique de droite, conservatrice, clé-

ricale et réactionnaire qui est enracinée dans des secteurs importants de la société colombienne.

Pourtant, et dans un même temps, ce qui apparaît comme un projet politique consistant et robuste de la droite colombienne a commencé à montrer des signes notables d'érosion et de décomposition. Parmi les options ouvertes récemment, on ne peut pas écarter celle d'un délitement du régime autoritaire, malgré le contrôle exercé par le Président sur le Congrès, sa mainmise progressive sur les différentes cours – à commencer par le Conseil constitutionnel – et sur les instances de contrôle, à quoi s'ajoute un pouvoir absolu en matière de politique économique.

Si le régime autoritaire a bénéficié de toutes les possibilités de développement avec l'appui inconditionnel de l'impérialisme nord-américain et des classes dominantes traditionnelles, il est notoire qu'il repose sur une alliance très peu sainte avec le « narco-para-militarisme ». L'entourage du Président, un nombre important de députés et d'alliés politique, des membres de cabinets ministériels, des officiers de haut rang, des membres de l'appareil judiciaire, des secteurs du capital national et transnational, entre autres, et les narcotrafiquants et autres para-militaires sont profondément imbriqués dans un « para-État » qui s'est construit ces dernières décennies en Colombie. Il est indiscutable aujourd'hui que ce para-État, dont l'apogée a été atteint sous le gouvernement d'Uribe Vélez n'est qu'une des variantes institutionnelles, générées par l'État lui-même, de la domination capitaliste et que sa constitution, mise au service du projet de « sécurité démocratique », s'avère être aujourd'hui, également, l'un de ses maillons faibles. Qu'au terme de deux années la situation militaire n'ait pas connu l'évolution escomptée est un autre facteur d'érosion.

La promesse faite en 2002 de venir à bout des Farc en dix-huit mois n'a pas été tenue. Il a fallu invoquer le délai supplémentaire d'un nouveau mandat. Mais au terme de la première année de ce nouveau gouvernement Uribe, rien n'indique que la fin de la guerre soit imminente. Il faut relever encore le rôle croissant des luttes et des résistances sociales, qui s'est exprimé dans des mobilisations de masse exceptionnelles et dans le développement de nouveaux degrés d'organisation politique, sociale et populaire, avec en perspective un projet politique alternatif à l'ordre institué. À cela s'ajoutent les changements dans l'équilibre politique et gouvernemental en Amérique latine, en particulier dans les pays voisins, qui dessinent l'ouverture de nouvelles possibilités pour les forces démocratiques et révolutionnaires.

Interventionnisme nord-américain et intensification de la guerre contre-insurrectionnelle

Un aspect essentiel pour comprendre la question colombienne réside dans la transformation de ce pays en composante décisive de la stratégie géopolitique et de militarisation des États-Unis en Amérique latine. Il s'agit au fond de garantir l'hégémonie et la domination impérialiste sur la région andino-amazonienne, une région clé si on considère les nouvelles formes d'accumulation dans la phase actuelle du capitalisme, étant donnée sa richesse en sources d'énergie et de biodiversité, en réserves d'eau et d'autres ressources naturelles. C'est aussi vrai au regard des prévisions des marchés capitalistes concernant le biocommerce ou les agrocombustibles et celles de mégaprojets d'infrastructures, entre autres. Cette stratégie a pris des formes successives parfaitement articulées : le plan Colombie, une guerre contre-insurrectionnelle dissimulée en

« guerre à la drogue » ; le plan Puebla Panamá, avec des mégaprojets d'infrastructures pour relier par des couloirs logistiques et biologiques le Mexique et l'Amérique centrale ; et l'« Initiative pour l'intégration de l'infrastructure sud-américaine » (Iirsa). Le plan Colombie dont la première phase a coûté plus de 13 milliards de dollars et l'annonce récente d'un second plan Colombie de 2007 à 2013 pour un coût estimé à plus de 43 milliards de dollars, traduisent les projets impérialistes et ceux de leur alliés locaux pour trouver une issue au conflit social armé en Colombie et affaiblir les forces politiques, les mouvements sociaux et les organisations syndicales et populaires, en un mot, les forces d'opposition considérées comme simple extension du « terrorisme ». En soutenant et en encourageant son gouvernement autoritaire de droite qu'il érige en base « démocratique » et de « libre-échange », l'impérialisme prétend faire de la Colombie un barrage à la progression du mouvement social et populaire en Amérique latine et, en particulier, aux projets politiques des gouvernements progressistes. Il ne fait aucun doute que le gouvernement d'Uribe Vélez est le principal allié des Nord-Américains.

Les visées géopolitiques et économiques du plan Colombie ont été dissimulées derrière la façade de la « guerre contre les narcotrafiquants » qui s'est avérée, par ailleurs, un échec cinglant. Elle a pris ensuite – et avec une nouvelle ampleur après le 11 septembre – la forme d'une guerre contre le « narcoterrorisme » pour devenir en réalité un dispositif de contrôle social, politique et militaire. Le plan a fait de la Colombie le principal bénéficiaire de « l'aide militaire » étasunienne en Amérique latine. Entre 1999 et 2006, le pays a reçu cinq milliards de dollars, dont la majeure partie a servi à financer la guerre contre-insurrectionnelle, pour le plus grand bénéfice

des entreprises transnationales nord-américaines liées au marché de la guerre en Colombie. Dans certaines régions, le plan s'est trouvé imbriqué de façon perverse dans la stratégie « narco-para-militaire » de contrôle du territoire, avec une aggravation de la violence et le déplacement forcé de populations qui a affecté plus de trois millions et demi de personnes au cours des quinze dernières années. L'intensification de la guerre en Colombie ne peut être comprise exclusivement du point de vue de la stratégie impérialiste dans la région. Le conflit social armé colombien possède sa propre dynamique interne inscrite dans plus de quatre décennies de lutte insurrectionnelle, avec de fortes racines sociales. Il est ancré dans les conditions persistantes d'inégalité et de pauvreté qui touchent la majorité de la population. Les forces insurrectionnelles restent un facteur politique pour la transformation de la société colombienne. Leur rôle est devenu primordial avec leur développement au cours des années 1990 et leur présence historique dans des zones d'importance stratégique pour les nouvelles formes d'accumulation capitaliste. Cela explique la lutte sanglante pour le territoire tout comme l'émergence du projet para-militaire.

Capitalisme criminel et organisation mafieuse de la société

Le puzzle colombien prend plus nettement forme si on considère les aspects criminels et mafieux de la formation socio-économique. Il s'agit aussi bien de composantes organiques, structurelles de la phase actuelle du capitalisme que, à l'occasion, de phénomènes épisodiques. À ce stade de son développement, le gouvernement Uribe prétend justement l'institutionnaliser. En Colombie, l'articulation de formes

légales et de formes illégales d'accumulation capitaliste remonte à la seconde moitié des années 1970 et s'inscrit dans la transition du régime d'accumulation basé sur une industrialisation dirigée par l'État vers le régime actuel de « financiarisation » du capital.

Cette transition coïncide avec l'apparition d'une nouvelle industrie liée aux circuits transnationaux du capital, l'industrie de la cocaïne. Son rôle économique est indéniable. La stabilité vantée en matière macroéconomique et la relative exceptionnalité face aux profondes crises économiques latino-américaines ont en partie reposé sur le matelas des capitaux illégaux. Il en va de même de la prospérité persistante d'une grande partie des grandes sociétés capitalistes privées dans divers secteurs de l'activité économique. Cette puissance économique a également trouvé des prolongements dans la sphère politique. Son impact sur les configurations du régime et l'organisation du système politique a pris des formes protubérantes. Les traits criminels de la formation socio-économique se sont renforcés, en particulier ses structures mafieuses ancrées dans les forces para-militaires, avec une influence croissante sur les institutions de l'État (les pouvoirs publics dans leur ensemble), y compris les forces armées, les partis politiques traditionnels et les politiques professionnels ou encore des secteurs de l'Église. C'est ainsi qu'est né un « para-État » à la fin des années 1980.

Sa fonction d'accumulation ne s'est pas limitée à l'expansion du marché de la cocaïne ni à son articulation avec les activités légales existantes. Le para-État a rempli deux fonctions additionnelles. Il a d'abord produit localement de nouveaux cycles d'accumulation primitive de capital, *via* l'accès à des financements publics, l'expropriation de terres par la violence

et leur requalification comme source de mise en valeur du capital (biodiversité, ressources en eau), de promotion de mégaprojets d'infrastructures et de sources d'énergie, et d'un nouveau mode d'exploitation agricole des plantations. Mais il a aussi influé sur la flexibilisation et la dérégulation violentes du monde du travail, avec l'extermination de dirigeants politiques et syndicaux et le déplacement forcé de trois millions et demi de Colombiens qui ont grossi les rangs des travailleurs informels et contribué à la précarisation du travail urbain. La fonction du para-État n'a pas été exclusivement économique. Il a pesé sur les configurations du régime politique. On trouve dans la combinaison des mécanismes « démocratiques formels » et « répressifs autoritaires » l'explication de la relative stabilité du régime politique colombien. Le para-État a résolu les problèmes de stabilité du régime qui ne peuvent pas l'être par la voie démocratique formelle. Le recours à un bras armé para-militaire pour exterminer les forces politiques d'opposition ou liquider toute forme d'organisation sociale et populaire est devenu une composante clé de la stratégie de contrôle social et politique visant à consolider la domination et l'accumulation capitalistes.

Il s'avère aujourd'hui nécessaire de réinsérer le para-État dans un cadre institutionnel. Il n'est plus fonctionnel. Il détonne avec le langage de la « démocratie libérale » au niveau international. C'est la tâche du gouvernement Uribe. Narcotrafiants, mafieux et para-militaires demandent à être reconnus comme des délinquants politiques. Il s'agit d'une véritable opération de blanchiment. Uribe compte pour ce faire sur le soutien sans limite du gouvernement des États-Unis et des transnationales étasuniennes qui ont tiré profit pendant des décennies de ces configurations spécifiques de l'accumulation capitaliste et du

régime politique en vigueur en Colombie et ont su faire de la lutte contre le « narcoterrorisme » leur étendard en politique étrangère. La complexité du processus politique et économique colombien s'accroît encore si on considère les formes persistantes d'organisation, les diverses modalités de résistance et de lutte sociale et populaire, ainsi que les projets politiques développés par les organisations de gauche, au sein et à l'extérieur des institutions de l'État, malgré l'extermination systématique qui les a frappées. La Colombie connaît une lutte incessante pour la démocratisation de la société à tous les niveaux et sous diverses formes, avec des résultats inégaux et hétérogènes. On ne s'intéressera ici qu'aux perspectives actuelles de la gauche colombienne qui s'inscrit dans le projet du Pôle démocratique alternatif.

Perspectives actuelles de la gauche.

Le cas du Pôle démocratique alternatif

La création du Pôle démocratique alternatif (PDA) en 2006 est un des faits politiques les plus importants de l'histoire de la gauche colombienne. Après des décennies de division et de fragmentation, le PDA a réussi à regrouper au sein d'un projet d'action politique unitaire un large spectre de forces politiques et sociales, aux trajectoires historiques et aux programmes politiques divers, porteuses d'analyses différentes sur la réalité de la gauche et les alternatives actuelles au capitalisme. Ce spectre va des forces qui sont issues de la tradition communiste, socialiste et anticapitaliste jusqu'à celles qui se réclament de la social-démocratie ou de la « troisième voie ». Sa trajectoire va de la gauche au centre. Son importance majeure tient au potentiel démocratique qu'elle représente face au renforcement et à la consolidation des traits autoritaires

du régime politique colombien. La création du PDA a permis de définir des accords programmatiques minimums, contenus dans le texte « *Ideario de unidad* » (les fondements idéologiques de l'unité), la présentation de listes uniques aux élections parlementaires et le choix d'un candidat unique pour l'élection présidentielle de 2006, Carlos Gaviria Díaz, qui a obtenu le meilleur score de toute l'histoire de la gauche, avec plus de 2,6 millions de voix, soit 22 % des votants.

Différents facteurs ont influé sur le processus d'unité de la gauche colombienne. Le PDA est né dans le contexte de l'offensive généralisée contre l'organisation démocratique précaire de la société qui a pour cadre le projet de « sécurité démocratique ». Il est de ce fait l'expression des luttes politiques pour la démocratie et le changement social en Colombie, en une sorte d'« accord des volontés » des forces politiques qui le composent et, à ce titre, un projet élaboré « par en haut » par les élites politiques de gauche. À cela s'ajoutent divers facteurs. En premier lieu, l'acquis du mouvement social et populaire, avec la lutte contre le référendum sur le budget organisé par le Président Uribe en 2003 (pour honorer les exigences du FMI), les luttes contre l'Alca (*Área de Libre Comercio de las Américas* – Zone de libre-échange des Amériques) et la négociation du traité bilatéral de libre – échange avec les États-Unis, ainsi que diverses expériences de mobilisations régionales et locales de résistance aux politiques néolibérales. En second lieu, la réforme politique imposée par le premier gouvernement Uribe qui a introduit un seuil et fixé les modalités de répartition des sièges, a obligé les forces démocratiques et de gauche – divisées en général lors des élections – à chercher de nouvelles formes d'unité. En troisième lieu, le mouvement d'opposition à la réforme constitutionnelle qui a permis la réélection du Président.

Il faut aussi considérer, sans aucun doute, les changements politiques intervenus en Amérique latine. Il y a d'abord le développement de la lutte de classe dans le sous-continent. Les luttes de résistance contre le projet néolibéral et les politiques qui le portent, conduites par des secteurs importants du mouvement social et populaire, se sont constituées en référent indiscutable de la lutte en Colombie. Il y a aussi l'instauration de gouvernements progressistes et de gauche qui a mis en évidence la possibilité de faire échec électoralement aux forces politiques et économiques qui sont à la base du projet néolibéral. Compte tenu du large éventail de forces politiques que ce projet englobe, la lutte idéologique est permanente au sein du PDA. On peut identifier en principe deux « courants principaux », mêmes s'ils ne sont pas formalisés : le courant de la gauche révolutionnaire qui s'inscrit dans la tradition communiste, socialiste, de lutte et d'action de masse et le courant dit de « centre gauche » dont l'idéologie s'inscrit dans le spectre de la social-démocratie et de la « troisième voie », de lutte et d'action principalement parlementaire. Les frontières entre ces deux courants sont diffuses et mouvantes. Elles se déplacent quand il s'agit de traiter des questions spécifiques et surtout de formuler des propositions concrètes en termes de politique alternative qui conduisent à des coalitions instables et transitoires.

Le PDA se définit comme une force politique qui défend la souveraineté et l'indépendance, soutient les processus de solidarité et d'intégration latino-américaines et vise à construire un nouvel ordre mondial. Il se bat pour instaurer l'État social de droit, mener à bien une réforme politique démocratique et promouvoir un nouveau modèle économique fondé sur la démocratie économique, à l'opposé du modèle néolibéral. Il

préconise l'universalisation des droits économiques, sociaux et culturels pour assurer le bien-être de la population. Le PDA réclame une solution politique au conflit armé et le démantèlement des groupes para-militaires. Il condamne toute forme de terrorisme à commencer par le terrorisme d'État. Il rejette la politique de « lutte antiterroriste » des États-Unis. Il défend une politique souveraine et autonome dans la lutte contre les narcotrafiquants. Il soutient les luttes de masse démocratiques. La portée de ces orientations programmatiques se perçoit mieux si on garde à l'esprit que ce projet politique a pris corps dans les conditions d'un régime politique autoritaire et d'une guerre contre-insurrectionnelle.

La possibilité pour le PDA de s'affirmer comme force de gauche postulant au pouvoir dépend d'échéances politiques essentielles qui ne se sont pas encore présentées et dont le dénouement est non seulement largement tributaire de la dynamique interne de cette organisation mais aussi de la lutte sociale et politique en Colombie. Une première question touche au caractère du PDA. S'agit-il d'une coalition de gauche à finalité électorale, qui aspire à se développer dans la logique de l'alternance en respectant les règles du jeu de la « démocratie libérale » ? C'est ce que préconisent non seulement les secteurs sociaux-démocrates et les partisans de la « troisième voie » mais aussi la droite politique et ses intellectuels qui plaident pour une « gauche institutionnelle », dans le cadre du système, garante du régime politique et du projet d'accumulation capitaliste en vigueur. Le PDA peut-il au contraire devenir une organisation démocratique pour la transformation sociale et politique de la Colombie dans une dynamique anticapitaliste ? C'est l'option des secteurs issus de la gauche révolutionnaire. Dans l'immédiat on peut s'attendre,

comme dans le reste de l'Amérique latine, à ce que cohabitent ces deux conceptions.

Une deuxième question, étroitement liée à la première, touche aux orientations programmatiques. Ceux qui affichent un certain désintérêt pour ces questions programmatiques privilégient en général l'action parlementaire. Ceux qui, au contraire, leur confèrent une place centrale en font la boussole de l'organisation et de la mobilisation des travailleurs. Le PDA devra un jour trancher sur la question de la (grande) propriété privée capitaliste et d'une réforme agraire intégrale, positions aujourd'hui absentes de ses référents idéologiques.

Une troisième question touche à la discussion sur le type d'organisation dont doit se doter le PDA. Il faut d'abord dépasser le discrédit qui frappe tout projet d'organisation permanente. Se pose alors le choix entre différentes formes d'organisation : un parti en réseaux, une fédération de partis ou un parti de tendances. Il ne s'agit pas d'un simple problème d'ingénierie institutionnelle. Pour l'instant, la façon dont se construit le PDA s'apparente à l'expérience du Frente *amplio* en Uruguay, même s'il s'agit incontestablement d'une expérience authentiquement colombienne.

Au cours de sa brève existence le PDA a réussi à se constituer en la principale force d'opposition civile au projet de « sécurité démocratique » d'Uribe Vélez. Dernièrement, il a développé – avec des degrés d'implication et des spécificités propres à chacune des organisations qui le composent – une action parlementaire résolue, accompagnée de mobilisations de masse, pour s'opposer au Traité de libre commerce avec les États-Unis et à la réforme des redistributions budgétaires qui grève lourdement les ressources transférées aux autorités régionales pour financer des secteurs importants des bud-

gets sociaux. Le PDA s'est affirmé comme le facteur clé dans l'accélération de la crise du régime politique, par ses dénonciations sur la scène nationale et internationale de ses caractéristiques mafieuses et criminelles exacerbées et légalisées sous le gouvernement Uribe. Dans l'immédiat, le développement du PDA est tributaire du résultat des élections locales dont la date a été avancée à octobre 2007.

Enfin, la consolidation du PDA en tant que force politique alternative de gauche est étroitement liée à la dynamique de la guerre contre-insurrectionnelle en Colombie. La solution politique négociée au conflit armé et la recherche d'accords humanitaires entre l'État et les insurgés, partie intégrante de l'« Ideario de unidad », sont des références incontournables d'une politique de gauche en Colombie. Mais elles ne suffisent pas. Dans d'autres domaines politiques également, il y a plusieurs positions au sein du PDA concernant l'insurrection armée. Certains considèrent que son existence et son action pèsent sur les possibilités d'organisation et de lutte démocratiques civiles, allant parfois jusqu'à exiger sa condamnation. D'autres y voient un facteur de changement politique démocratique de grande portée, ancré dans un conflit armé historique de nature sociale et politique.

Conclusion

Au-delà de conditions en apparence adverses pour ce qui est de la tendance actuelle de l'accumulation capitaliste (approfondissement du projet néolibéral) et des caractéristiques du régime politique (renforcement de l'autoritarisme), les possibilités de lutte pour la démocratisation de la société, sous tous ses aspects, connaissent aujourd'hui des développements importants. Les signes évidents de crise et de décomposition

du projet de « sécurité démocratique » ont ouvert la voie à des projets politiques alternatifs en Colombie. Le PDA peut incarner cette alternative. Cela dépendra dans une large mesure de sa propre évolution, de sa capacité à interpréter la dynamique des luttes sociales et de classe, et de l'orientation qu'il saura donner à l'organisation et à l'action politiques. La possibilité d'alternatives politiques en Colombie n'est pas réduite, quoi qu'il en soit, à une vision institutionnelle du pouvoir, de « prise de possession » de l'État. Elle réside aussi dans le développement de pouvoirs constituants, l'émergence de contre-pouvoirs au sein et en dehors des institutions.

**Traduit de l'espagnol (colombien)
par Robert March**

Pour aller pour loin sur la Colombie actuelle :

- Archila Neira Mauricio, *Idas y venidas. Vueltas y revueltas. Protestas sociales en Colombia 1958-2000*, Icanh, Cinep, Bogotá, 2005 et al., *25 años de luchas sociales en Colombia 1975-2000*, Cinep, Bogotá, 2002.
- Barreda Marín Andrés, « Los peligros del Plan Puebla Panamá », in Estrada Álvarez Jairo (comp.), *Dominación, crisis y resistencias en el nuevo orden capitalista*, Universidad Nacional de Colombia, Facultad de Derecho, Ciencias Políticas y Sociales, Departamento de Ciencia Política, Bogotá, 2003.
- Duque Martha Alicia, « La agenda oculta geoestratégica de la integración USA », in *Documentos desde abajo*, Bogotá, 2006.
- Estrada Álvarez Jairo (éd.), *Plan Colombia. Ensayos críticos*, Universidad Nacional de Colombia, Bogotá, 2001.
- Estrada Álvarez Jairo (éd.), *El Plan Colombia y la intensificación de la guerra. Aspectos globales y locales*, Universidad Nacional de Colombia, Bogotá, 2002.

Gauches latino-américaines et mouvements sociaux. Une mosaïque d'expériences

- Moncayo Víctor Manuel, *El Leviatán derrotado. Reflexiones sobre teoría del Estado y el caso colombiano*, Grupo Editorial Norma, Bogotá, 2004.
- Palacio Germán, Rojas Fernando, « Empresarios de la cocaína, parainstitucionalidad y flexibilidad del régimen político colombiano: Narcotráfico y contrainsurgencia en Colombia », in Germán Palacio (comp.), *La irrupción del paraestado. Ensayos sobre la crisis colombiana*, Ilsa, Cerec, Bogotá, 1989.
- Sánchez Ángel Ricardo, *Bonapartismo presidencial en Colombia. El gobierno de Álvaro Uribe Vélez*, Uniediciones, Bogotá, 2005.